

Commission européenne : atlantisme et ultralibéralisme toujours

Yann Le Polotec

La présidence allemande ou la tentation atlantique

L'Allemagne et sa Chancelière Angela Merkel viennent de prendre, pour six mois, les rênes de la présidence de l'Union européenne. Lorsqu'on évoque la présidence allemande, on focalise souvent sur le devenir du traité constitutionnel ou sur les enjeux énergétiques de la relation Europe-Russie, en oubliant un peu rapidement la question du commerce international et de la panne du cycle de Doha de l'OMC.

Or s'il y a une question qui fait consensus dans la grande coalition dirigée par Angela Merkel, c'est bien le projet de mettre en place un marché unique transatlantique. Cette vieille idée d'une zone de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne a du être longuement évoquée lors du voyage du 4 janvier d'Angela Merkel en Amérique.

Jusqu'ici la Commission européenne était réticente à ce type d'accords bilatéraux préférant donner la priorité au multilatéralisme. Mais, dans le même temps, le commissaire européen au commerce international, Peter Mandelson multiplie les rencontres aux Etats-Unis pour tenter de débloquer le cycle de l'OMC de Doha.

Rappelons que l'objectif du cycle de Doha était d'avancer encore plus loin dans la libéralisation des échanges : Il s'agissait d'obtenir dans tous les pays membres de l'OMC, l'ouverture presque totale des marchés des services et des biens manufacturés contre l'ouverture des marchés agricoles de l'Union européenne et des Etats-Unis.

Une telle ouverture impliquait à terme l'abandon de la plupart des subventions américaines à l'agriculture et une baisse drastique des droits de douane européens sur les produits agricoles.

Le refus des Etats-Unis de toucher à leur subventions agricoles a fait capoter les négociations.

C'est pourquoi, Peter Mandelson tente d'obtenir un accord avec les Etats-Unis en faisant de nouvelles offres de baisses des droits de douane européens, et cela en se souciant aucunement de l'avenir de l'agriculture européenne.

On peut craindre que les Etats-Unis acceptent les propositions de Mandelson si elles se conjuguent avec la création d'un marché unique transatlantique. Ce qui aurait pour effet de lever les objections de la Commission européenne sur le bilatéralisme. Un tel accord sur le cycle de Doha et la création d'une zone de libre échange transatlantique, dans le contexte actuel de faiblesse du dollar, aurait des conséquences catastrophiques pour l'avenir de l'industrie et de l'agriculture française.

Lorsque les propositions sur l'Energie de la Commission envoient droit dans le mur l'Europe

La Commission européenne, confirme sa stratégie en la matière. Elle persévère dogmatiquement dans la voie de la séparation totale entre activités de production et réseaux de distribution de l'énergie. Si les intentions de la Commission européenne devenaient réalité, cela signifierait concrètement le démantèlement et la vente par appartements d'EDF et de GDF.

Cette prise de position s'inscrit dans un processus voulu par la Commission et ratifié par les gouvernements des Etats membres, qui vise à soumettre tout le secteur énergétique aux uniques lois du marché et de la mise en concurrence de tous contre tous. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, elle conduira

notre pays et l'Union européenne à une catastrophe d'ampleur supérieure à celle qu'a connue la Californie en l'an 2000.

Cette politique est mauvaise pour les usagers, pour les salariés du secteur, pour les PME/PMI, pour l'emploi, pour la sécurité et pour l'environnement. Le marché et le secteur privé sont incapables de répondre aux besoins énergétiques des peuples européens, aux défis que constituent le réchauffement climatique et l'après énergies fossiles. Leurs objectifs sont de rétribuer au maximum les actionnaires et non de répondre à l'intérêt général. Nous avons besoin d'une véritable Europe de l'énergie mais elle ne pourra se construire que sur la base de la coopération et non celle des marchés financiers.

Certes la Commission européenne, après avoir favorisé les centrales thermiques au mépris de la lutte contre l'effet de serre encourage maintenant du bout des lèvres le nucléaire.

Il est vrai que la donne a changé et que le temps où l'on pouvait, en toute impunité et à bas prix, piller les ressources en gaz et en pétrole de la Russie, est révolu (2).

Cependant le choix du nucléaire ne peut être pertinent et sûr pour l'Europe que si toute la filière nucléaire est et reste sous responsabilité et contrôle publique.

Le fait que la Commission européenne comme le Conseil, au nom de la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe, remettent en cause le principe du droit des peuples à disposer de leurs ressources naturelles, est aussi dangereux que scandaleux.

Il est normal que la Russie, comme la Bolivie ou le Venezuela ou n'importe quel autre pays du monde, puisse exercer pleinement sa souveraineté en matière de maîtrise de ses ressources naturelles quelles soient gazières, pétrolières ou autres. ■

3^e paquet ferroviaire : le pire est pour l'instant évité

Le Parlement européen a adopté le 18 janvier le 3^e paquet ferroviaire (1). Mais, grâce à l'action déterminée des syndicats ferroviaires européens et à la résistance d'un certain nombre de députés européens (en particulier ceux du groupe GUE/NGL), le parlement n'a pas suivi sa commission des transports qui voulait fixer à 2017 la date d'ouverture à la concurrence du trafic intérieur de passagers. Par contre, le trafic ferroviaire international de passagers sera malheureusement libéralisé dès 2010.

Ce 3^e paquet ferroviaire, comme les deux autres paquets, reste inscrit dans une logique de mise en concurrence et de dérégulation. La mise en application de cette logique débouchera inmanquablement sur une dégradation de la sécurité, des conditions de travail et du service rendu au public.

L'Europe du rail a besoin de coopérations et de partages des coûts entre tous les acteurs du ferroviaire, et non d'une concurrence de tous contre tous. ■

(1) Les paquets ferroviaires sont les directives et les règlements devant régir les transports ferroviaires sur l'ensemble de l'Union européenne.

(2) C'est cette stratégie de prédateur des ressources naturelles d'autrui, mis en œuvre par les sociaux démocrates et les verts allemands qui a permis à l'Allemagne de « sortir du nucléaire ».